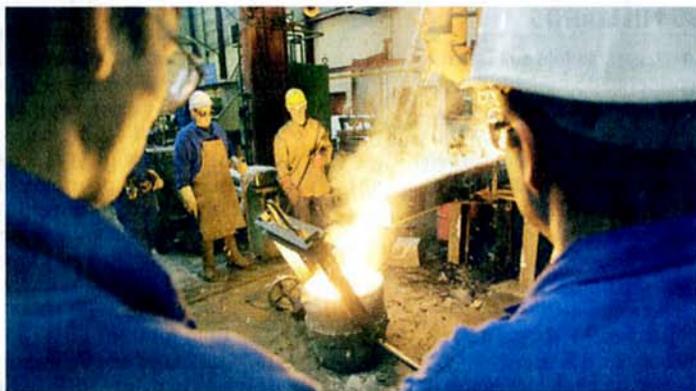


Parfois plus que le niveau de diplôme, le domaine d'études choisi se révèle plus ou moins favorable à l'entrée dans le monde du travail, selon une étude de l'Insee publiée aujourd'hui. Production, santé, sciences et informatique tirent leur épingle du jeu.

Etudes : les spécialités qui facilitent les débuts de carrière

Pour bien démarrer dans la vie active, mieux vaut détenir un BTS industriel qu'un master en sciences humaines. C'est ce que relève une étude de l'Insee publiée aujourd'hui sur le lien entre les domaines d'études choisis et l'entrée dans le monde du travail. Parfois plus que le niveau de diplôme, le choix de la spécialité tient un rôle majeur au cours des premières années de vie professionnelle, souligne le document. Et à diplôme équivalent, les différences d'insertion (estimées grâce au taux de chômage, à la proportion d'emplois à temps partiel, à la catégorie sociale de l'emploi et au salaire), peuvent être substantielles. Pendant les dix premières années de vie active, le taux de chômage des titulaires de BTS et de DUT varie ainsi « entre 3 et 11 % selon la spécialité et celui des titulaires des masters entre 5 et 15 % », note l'Insee.

Parmi les domaines les moins porteurs, le document identifie les CAP-BEP des services (commerce-vente, etc.), ainsi que les CAP-BEP textile, habillement, cuir, et les baccalauréats professionnels de secrétariat : leur taux de chômage dépasse souvent 20 % au cours des dix premières années de vie active. Dans ces



Les diplômés du supérieur en sciences, production, informatique et santé offrent des débuts prometteurs.

secteurs, les emplois sont peu rémunérateurs (salaire médian mensuel de 1.100 euros net), à temps partiel pour la plupart, très souvent subi.

Vitalité du secteur informatique

A l'autre bout du prisme, les diplômés du supérieur en sciences, production, informatique et santé offrent des débuts prometteurs. C'est le cas des titulaires de DUT-BTS ou de licence professionnelle de la production (moins de 10 % d'entre eux sont au chômage). Même constat

pour les masters en sciences, informatique, droit, économie et gestion. Là, contrairement aux diplômés de plus faibles niveaux, les titulaires de masters en commerce, vente, comptabilité, profitent de débouchés porteurs, avec un taux de chômage compris entre 5 et 9 %. En meilleure posture encore, figurent les études en écoles d'ingénieur et de commerce, les doctorats en sciences (taux de chômage entre 4 et 7 % avec un salaire médian de 2.300 euros), ainsi que les formations de santé, du

niveau d'infirmier à celui de docteur en médecine, pharmacie ou odontologie, qui accèdent massivement à l'emploi (2 % de chômage), avec, pour les derniers, un salaire médian de 2.750 euros.

Entre ces deux extrémités, on retrouve les titulaires de licences et masters en lettres, sciences humaines, communication et services aux personnes, ou encore les diplômés des IUT de commerce, hôtellerie et tourisme, dont les taux de chômage (entre 9 et 15 %) sont équivalents à ceux des bacheliers professionnels.

Devant les débuts de carrière offerts par la filière comptabilité et gestion, l'étude conclut à une saturation de ces domaines d'activité, notamment, avance-t-elle, en raison d'un nombre de diplômés trop élevé. À l'inverse, elle souligne la vitalité du secteur informatique qui profite à tous les niveaux de diplômes, ainsi que la montée en puissance du conseil et de l'assistance aux entreprises, dans lesquels les étudiants des écoles de commerce sont près du quart à trouver des débouchés.

ISABELLE FICEK